

peuvent guère affecter leurs propres ressources financières au paiement de ces services.

Cela prouve que le gouvernement fédéral est conscient des problèmes municipaux. Trop souvent par le passé les gouvernements ne s'en sont pas souciés. Je fais cette observation à titre d'ancien maire de Strathroy qui espère, l'expérience aidant, devenir un excellent député à la Chambre et un bon représentant pour la circonscription de Middlesex-London-Lambton.

Avant de venir ici, je m'occupais de questions municipales; maintenant que je suis député, je dois envisager les problèmes dans un plus vaste contexte, à la dimension du Canada tout entier. C'est pourquoi je dis que le budget touche tous les Canadiens. Il n'est pas conçu pour accommoder des groupes distincts. Il est temps que les Canadiens perdent leur esprit régionaliste. Si nous voulons devenir une puissance mondiale respectée sous la direction de notre premier ministre (M. Trudeau), nous devons perdre notre esprit régionaliste. J'aperçois des jeunes gens dans les tribunes; ils savent de quoi je parle. Ils se considèrent d'abord comme des Canadiens, et ils apprécient plus la vérité de ce que je dis que certains députés.

Le budget, je le répète, est à l'avantage de tous les Canadiens, et notamment de ceux qui n'ont pas bénéficié des chances qui nous ont été offertes à nous, madame l'Orateur. Nous sommes moralement tenus d'aider les défavorisés. Si nous ne le faisons pas, nous ne remplissons pas nos obligations envers ceux qui ne sont pas aussi privilégiés que nous. Nous devons fournir de la nourriture aux nécessiteux. Encore une fois, nous sommes tenus de le faire, non pas parce que nous sommes des Canadiens—ou des politiciens—mais parce que nous avons une dette morale envers les infortunés. Et parce que nous avons eu la vie si belle. Cette obligation, l'opposition en conviendra, j'en suis persuadé, est de nature permanente. Mettons-nous donc au travail. Adoptons donc le budget rapidement, car nous avons du travail à faire au nom du peuple canadien.

[Français]

**M. Prosper Boulanger (Mercier):** Madame le président, j'invoque le Règlement. J'ai écouté avec attention l'orateur précédent, et il a expliqué que dans la circonscription de Verdun il y avait eu trois députés du parti ministériel. Cependant, il ne faudrait pas oublier que l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) a été lui aussi député de Verdun, et je ne voudrais pas qu'il l'oublie, puisqu'il était libéral à ce moment-là.

[Traduction]

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** Madame l'Orateur, je saisis avec plaisir l'occasion qui m'est offerte de commenter brièvement le budget et certaines questions qui m'inquiètent beaucoup en ce moment. Il serait juste de dire tout de suite que ce qui m'inquiète le plus et ce qui inquiète tous les Canadiens, c'est la question de l'unité nationale. Ce n'est pas une pure coïncidence si, depuis que le gouvernement actuel détient le pouvoir, l'unité du pays souffre d'une manière ou d'une autre.

Tout a commencé en 1968, année où l'unité nationale a été soumise à de fortes tensions à la suite de la façon dont le gouvernement a appliqué sa politique de bilinguisme. Il l'a appliquée d'une manière insensible sans se préoccuper des diverses régions du pays.

Même si l'on avait peut-être l'intention d'intensifier l'unité au pays, cette méthode a, en fait, suscité dans une large mesure la désunion. Depuis lors, la situation ne s'est pas améliorée. Elle est restée à peu près la même. Je

*Le budget—M. Yewchuk*

pourrais vous citer plusieurs cas où l'unité au pays a été durablement secouée par le gouvernement actuel.

Examinons un peu les politiques ministérielles, sur le plan des relations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, notamment des relations entre le gouvernement fédéral et quelques provinces de l'Ouest. Je puis même être plus précis et dire l'Alberta. Il y a environ un an, lorsqu'il semblait...

**Une voix:** Vous devriez traiter du budget.

**M. Yewchuk:** Mon ami ne doit pas être ici depuis longtemps ou alors, il a dormi la plupart du temps. C'est un des députés du Québec qui dorment la plupart du temps. S'il était conscient de ce qui se passe, il saurait que durant le débat sur le budget, on peut aborder à peu près tous les sujets, étant donné que l'exposé budgétaire porte sur à peu près tous les aspects de la vie canadienne. Par conséquent au cours du débat actuel, il est tout à fait de mise d'aborder à peu près tous les sujets. Je suis persuadé que Votre Honneur sait tout cela, mais je le signale pour la gouverne du député qui n'est pas au courant de la procédure et a besoin qu'on l'en instruisse.

• (2050)

Je voudrais traiter de quelques autres sujets qui suscitent la désunion au pays. Ces facteurs de désunion ne sont pas accidentels, mais voulus. Ainsi, il y a un an, le gouvernement fédéral a décidé d'établir une taxe d'exportation sur le pétrole. Nous en connaissons tous le résultat. Les relations entre l'Alberta et le gouvernement actuel ont été tendues tout simplement parce qu'on n'avait pas consulté ce gouvernement provincial avant de prendre une telle initiative.

Il y a eu ensuite un projet de loi sur les approvisionnements, qui piétinait les droits provinciaux. Il a été conçu et présenté sans qu'on ait consulté les provinces intéressées. La Chambre est maintenant saisie de la loi sur l'administration du pétrole, qui va essentiellement dans le même sens. Elle piétine les droits provinciaux. Elle a été conçue, rédigée et présentée sans qu'on ait consulté suffisamment les provinces intéressées.

Pendant la campagne électorale, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) a lancé une violente attaque ouverte contre l'Alberta. Il s'est engagé à fournir environ 17 p. 100 de la production pétrolière de la province à une certaine usine, sans même téléphoner au gouvernement de l'Alberta qui, aux termes de la constitution, a compétence lorsqu'il s'agit de l'exploitation de ces ressources, et en est, en fait, propriétaire.

On pourrait s'attarder aux relations entre le gouvernement fédéral et les provinces Maritimes au sujet des droits de ces dernières sur les ressources minières sous-marines. La même chose s'est produite. En résumé, ce qui se passe, c'est que le gouvernement fédéral engage une lutte ouverte pour accaparer le plus de pouvoirs possible.

Nous devrions nous demander pourquoi le gouvernement se croit en droit d'avoir toute cette autorité.

**Une voix:** Il a été élu par le peuple.

**M. Yewchuk:** Je ne crois pas que nous puissions trouver de réponse satisfaisante. J'ai entendu un député d'en face, qui semble encore éveillé, dire que le gouvernement avait été élu par le peuple. Qui, à son avis, a élu les gouvernements provinciaux? Quel est, d'après lui, le sens de la constitution? Pourquoi avons-nous une constitution qui définit très clairement les pouvoirs provinciaux et fédé-